JEUNES ÉQUIPES D'ÉDUCATION POPULAIRE

Rapport moral 2024

Mesdames et messieurs, représentants de l'Etat, de la Région, du Département, de l'Eurométropole de Strasbourg, de la Ville de Haguenau et de la Communauté de Communes du canton d'Erstein ; mesdames et messieurs responsables d'institutions et d'associations éducatives, chers partenaires, administrateurs et administratrices, éducatrices et éducateurs, je vous remercie d'avoir, une fois encore, répondu à notre invitation à cette A.G., occasion de faire le bilan de nos activités, mais aussi de réfléchir sur nos orientations actuelles et prochaines.

Je vous remercie tous très vivement de manifester, par votre présence, l'intérêt que vous portez à notre association et à son travail en matière de Prévention Spécialisée. Je remercie plus particulièrement nos hôtes de Pôle Sud, ….

Nous connaissons tous le contexte social, économique et politique dans lequel vivent la majorité des gens, jeunes, parfois très jeunes (et en tout cas de plus en plus jeunes) et moins jeunes, avec qui nous sommes en relation et que nous accompagnons. Je me bornerai à relever, à propos de ce contexte, les quelques caractéristiques suivantes, souvent liées à un contexte international dont c'est peu de dire qu'il est inquiétant :

Crispations et revendications identitaires, s'ils ne vont pas jusqu'à des conflits déclarés, alimentent maintes tensions entre fractions de la population de nos quartiers. Or, on le sait, les jeunes sont souvent les plus sensibles à ces tensions, les plus prompts à réagir, parfois violemment : une manière de s'affirmer fréquente chez les adolescents et les jeunes adultes, surtout lorsqu'ils ne disposent guère d'autres façons de s'affirmer, qu'ils souffrent de l'absence de reconnaissance scolaire, de l'extrême difficulté d'accéder à un métier stable répondant à leurs aspirations, de l'absence de cette confiance en soi que procure en principe le soutien d'un réseau familial ou relationnel, etc.

Sans dramatiser à l'excès ni céder au misérabilisme, on ne saurait oublier – les sociologues ne se font pas faute de nous le rappeler – que **la pauvreté** se manifeste de plusieurs manières, et que les plus pauvres – que nos éducateurs rencontrent quotidiennement -, en subissent plusieurs formes à la fois : pauvreté culturelle – langagière et communicationnelle en particulier -, pauvreté économique et, plus ou moins souvent, pauvreté en matière de reconnaissance par les autres et, par ricochet, en matière d'estime de soi ; ce qui peut se traduire par du ressentiment, tourné vers l'extérieur, ou par la honte, tournée contre soi. À quoi s'ajoute le fait que, faute de moyens d'analyse et plongés dans des problèmes de survie, la tentation existe, pour certains de ces plus pauvres, de rendre responsables de leur situation, soit de plus pauvres qu'eux – souvent des immigrés récemment arrivés -, soit les acteurs politiques, considérés comme des incapables ou comme des gens indifférents à leur sort : ce qui fait un cocktail hélas trop connu : celui du populisme, de l'apolitisme sinon de l'antipolitisme et de la peur de l'étranger.

Permettez-moi d'insister sur ces données, connues, certes, mais que, hélas, les bonnes volontés ne suffisent pas à modifier. Qu'elles modifient d'autant moins aujourd'hui que, comme les éducateurs et éducatrices de Prévention Spécialisée l'observent, avec les autres travailleurs sociaux d'ailleurs, **l'éloignement des services publics** complique considérablement la vie des gens, en particulier de ceux qui, déjà, éprouvent de grandes difficultés à s'orienter dans la société et à faire reconnaître leurs droits : éloignement géographique, certes, mais, pire, moindre disponibilité des dits services puisque leurs moyens sont à la baisse et que les contacts avec les agents sont massivement

remplacés par des procédures informatiques. On ne saurait assez souligner les difficultés que rencontrent les gens les moins bien dotés en capitaux de toutes sortes, en particulier économiques et culturels, et dont les trajectoires biographiques sont marquées par nombre d'accidents, parfois tragiques, pour résoudre des problèmes a-typiques, que le formalisme administratif fait apparaitre insolubles.

Le partenariat s'impose donc, plus que jamais, entre acteurs travaillant dans le champ du social, mais il ne peut que difficilement remédier à la désertification institutionnelle à laquelle nous assistons. Rien en effet ne saurait remplacer un vis-à-vis, **la présence** de quelqu'un capable de prendre du temps, d'écouter, de répondre, au nom de son institution, à des demandes complexes, qui supposent que chaque réponse soit du sur-mesure. Les répondeurs automatiques ne connaissent ni les singularités ni les exceptions, et, nous le savons tous par expérience, lorsqu'on a la chance d'avoir enfin la bonne connexion avec le bon service, il est rare que l'on comprenne ce qui nous est demandé pour être « dans les clous » ! Pour qui le numérique est-il un miracle technologique ? Pour beaucoup, c'est un casse-tête supplémentaire, ajouté aux difficultés plus ordinaires rencontrées par ceux dont le français n'est pas encore une langue familière. Pour les éducateurs, cela représente un nouvel aspect de leur activité, un aspect très chronophage. Mais peuvent-ils éconduire ceux qui s'adressent à eux comme à un **dernier recours**, une ultime présence, une ultime forme de considération accordée par la société ? Je ne m'attarderai pas davantage sur le sujet, car dans son rapport d'activité Gabriel, notre directeur, y reviendra.

Quant à moi, il m'incombe de rappeler les traits les plus saillants de la **vie de l'association**, en tant qu'association. Mais il est assez difficile, pour la JEEP - et l'on peut s'en féliciter -, de tracer une séparation franche entre vie institutionnelle et activités professionnelles : c'est notre conviction, en effet, que l'association est la **forme institutionnelle la mieux appropriée** à un travail comme celui des éducateurs, en particulier de Prévention Spécialisée. Nous en sommes convaincus, en effet : l'autonomie que nous revendiquons, en tant qu'association doit permettre aux salariés de la JEEP d'exercer au mieux leur mission de professionnels, c'est-à-dire d'acteurs dont l'autonomie va strictement de pair avec le sens qu'ils ont de leurs responsabilités. Notre préoccupation permanente, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de le rappeler, dans les différents rapports moraux que j'ai eu l'honneur de rédiger, est de **vivre la solidarité** – un des grands idéaux républicains - autour de nous, mais déjà parmi nous, entre administrateurs et éducateurs. Or solidaires nous voulons être et nous sommes, autant que possible, dans nos analyses du contexte de l'action de Prévention Spécialisée et dans la définition de nos priorités, mais dans la reconnaissance de nos limites également.

C'est ainsi que cet automne, comme chaque année, nous nous sommes retrouvés, durant deux jours, pour faire notre rentrée. Deux jours durant lesquels nous avons réfléchi sur la signification – il vaudrait mieux dire : les significations multiples et parfois contradictoires – des **émeutes** ayant ponctué le printemps précédent. Nous avons croisé nos analyses avec celles de spécialistes reconnus et nous sommes efforcés d'en dégager les implications, en ce qui concerne le travail de Prévention.

Cet automne encore, nous avons fêté ensemble la sortie de **nos deux récents ouvrages**, fruits de l'expérience de la JEEP en maison d'arrêt, d'une part, en matière de chantiers éducatifs, de l'autre. Lors de l'AG de l'an dernier, j'avais imprudemment annoncé que nous allions nous engager dans un travail similaire à propos de ce que l'on appelle le « travail de rue », caractéristique – mais pas exclusivement – de la Prévention Spécialisée. Les choses ne commenceront qu'à la rentrée prochaine et, comme précédemment, reposeront sur l'engagement conjoint d'administrateurs et d'éducateurs.

Ce retard peut s'expliquer, sinon être excusé :

Une grande partie de notre énergie a été dépensée à la **préparation de l'évaluation externe** du travail de Prévention et de son organisation au sein de notre association, évaluation dont dépend le renouvellement de notre agrément en tant qu'association de Prévention Spécialisée – ce que nous sommes depuis 1972, je le rappelle -. Il nous a fallu vérifier, non seulement que les pratiques

professionnelles au sein de la JEEP étaient bien conformes à nos valeurs, et celles-ci conformes aux orientations de la Prévention Spécialisée et à l'esprit républicain – cela, nous l'avions établi il y a quelque temps, à l'occasion de l'évaluation interne -, mais encore que nos pratiques, une fois explicitées et tant soit peu formalisées, correspondaient aux exigences définies par le législateur, en particulier en matière de respect du **droit des usagers**. Nous sommes maintenant à la veille de cette évaluation, qui va durer deux jours. Ce travail a été fort bien préparée par la « **commission qualité** » que nous avons créée, où, une fois encore, ont œuvré administrateurs et éducateurs, avec l'appui précieux de Benoit Pérez.

Autre commission, autre manifestation de l'esprit coopératif qui nous anime : une commission de réflexion **sur l'organisation interne**, en particulier sur la délimitation des tâches confiées aux **chefs de service**. Tâche pressante que cette réflexion, dans la mesure où nous devons nous préparer suffisamment à l'avance au départ en retraite de deux chefs de service. Tâche urgente, dans la mesure où nous venons d'apprendre que l'Eurométropole, dont notre dotation dépend – la CEA assurant la dotation de l'équipe Haguenau-Erstein – a décidé d'assurer le financement de **plusieurs postes nouveaux** et de nous confier une mission de Prévention dans plusieurs **territoires de l'Eurométropole** où ce type d'action a été jugé souhaitable.

Cette nouvelle est bonne, car elle témoigne de la **reconnaissance** accordée à la Prévention Spécialisée, d'une part, - or nous avons trop souvent rencontré, par le passé, scepticisme, méfiance, voire hostilité à l'égard de ce travail : un travail polymorphe, il est vrai ; « intersticiel, comme aime à dire notre directeur ; donc difficilement quantifiable -. Elle témoigne en outre de la reconnaissance de la JEEP et de la qualité du travail réalisé par ses éducateurs, que j'aurais dû remercier tout au début pour leur engagement professionnel et leur loyauté à l'égard de l'association, qu'ils ont autant que nous, administrateurs, le souci de faire vivre, et bien vivre. Elle témoigne enfin, cette bonne nouvelle, de l'attention portée à la JEEP par Madame l'adjointe de l'Eurométropole en charge de la Prévention, Marie Dominique Dreyssé, que je ne saurais assez remercier en notre nom à tous pour sa compréhension de la spécificité de notre mission et pour l'énergie qu'elle déploie pour convaincre ses collègues de l'utilité de cette dernière, malgré, encore une fois, la difficulté que nous éprouvons à avancer des résultats chiffrés, mais aussi du fait de notre discrétion, d'autant plus justifiée que, nous le savons, la qualité de notre travail dépend très largement de l'engagement propre de nos nombreux partenaires, que je tiens à remercier de tout coeur.

Parmi les éléments de cette bonne nouvelle : l'annonce du financement de **deux postes d'éducateurs-techniques**, jusque là financés par le FSE. Nous devons nous féliciter de cette mesure, qui confirme la pertinence de l'orientation que nous avons prise en créant les chantiers éducatifs, promis à de nouveaux développements. Il est vrai que ces chantiers – qui ne sont pas des chantiers d'insertion à proprement parler – ont des effets tangibles, dont a pu mieux prendre conscience Mme la Présidente de l'Eurométropole lors d'une visite qu'elle nous a rendue.

Je voudrais, pour terminer ce rapport, insister sur les deux points suivants :

D'une part, notre intérêt soutenu pour la **solidarité interassociative** – la Jeep entretient des rapports étroits avec, entra autres, L'ORIV, l'Epingle, l'Astu – qui fête avec éclat ses 50 ans, avec une expo, des des concerts, des conférences et un colloque - ; elle en entretient également avec d'autres associations, via l'engagement de tels ou tels de ses membres ; par exemple avec l'Astus, ou la Cimade.

D'autre part, **l'augmentation du nombre de nos membres et l'élargissement de notre CA**. Nous accueillons en effet maintenant, après l'accueil, l'an dernier, de Sylvie Roth et de Geneviève Pourroy, plusieurs personnes intéressées par la vie de notre association et par sa mission. Certaines de ces personnes, je l'espère, seront désireuses, après qu'elles se seront familiarisées avec notre milieu – non maffieux ! – de rejoindre notre CA. Peut-être atteindrons-nous la parité Femmes-Hommes, à défaut de la parité Jeunes-Séniors ! Mais ne désespérons pas ! J'ai donc grand plaisir à saluer la présence parmi nous de Myriam Haddouf, d'Annick Vanderlinden, de Christine Lepoittevin et de Bruno

Rocca. Mais, vous le savez et je le répète une fois encore : bien que la valeur d'une association ne se mesure pas au nombre d'associés, elle doit veiller à rester suffisamment nombreuse et diversifiée pour rester un milieu propice à l'échange d'idées, à la critique et à l'élaboration de projets novateurs. N'hésitez donc pas à faire reconnaître la JEEP et à susciter autour de vous des vocations d'associé(e)s ! Des dépliants présentant la JEEP sont disponibles. Ils peuvent être facilement remis à des amis et connaissances !

Pour finir, un mot sur les **perspectives**. Vous l'aurez compris, une grande part de notre travail associatif va consister dans l'affinement de notre réflexion sur l'organisation interne et la définition du champ de compétences et de responsabilités des chefs de service – à ce propos, nous comptons développer les arguments qui nous semblent très clairement plaider aujourd'hui pour une **définition « territoriale »** de la mission de chef de service - ; second axe : développer la réflexion sur le **travail de rue**, mais aussi sur « **l'après-chantier éducatif** » ; troisième perspective, nullement nouvelle : cultiver nos **relations avec les élus** et, je le répète, veiller à renforcer la base des sympathisants et des militants de la Jeep.

Au moment où je préparais ce rapport, j'ai découvert une référence à une autrice, Jane Jacobs, dont la critique de la planification urbaine est ancienne, mais reste suggestive. Cette citation fait bien apparaitre la pertinence du « travail de rue ». L'auteur qui la cite, James C. Scott, professeur à Yale, introduit ainsi sa citation : « Un espace urbain où les seuls agents maintenant l'ordre seraient les policiers serait un endroit très dangereux. Jane Jacobs admet que chacun des petits échanges de la vie publique informelle – faire un signe de la tête, dire bonjour, admirer un nouveau-né, demander à quelqu'un d'où viennent ces belles poires – peut être perçu comme trivial. Mais – et ici commence la citation directe de Jane Jacobs – « leur somme ne l'est pas. En effet, cette somme de contacts publics inopinés, dans le quartier, la plupart fortuits ou en rapport avec des courses quotidiennes, mais toujours effectués de plein gré, est d'une grande richesse : elle constitue à la fois un sentiment d'appartenance, un réseau de confiance et de respect mutuel et un recours possible en cas de nécessité personnelle ou collective » (p. 240-1, de *L'œil de l'Etat*, La Découverte, 2024. Ed. originale : 1998). Comment suggérer mieux la nature et la pertinence du « travail de rue », mais aussi la patience et la discrétion requises pour le mener à bien, jour après jour ?

Je vous remercie